Comparaison des comptabilités agricoles

Antiquité romaine et société préindustrielle française

Gérard Minaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3105>

DOI : 10.4000/ccrh.3105

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 107-120

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Gérard Minaud, « Comparaison des comptabilités agricoles », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 37 | 2006, mis en ligne le 22 juin 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3105> ; DOI : 10.4000/ccrh.3105

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Comparaison des comptabilités agricoles

Antiquité romaine et société préindustrielle française

Gérard Minaud

- 1 Traditionnellement, la comptabilité est divisée en deux spécialités, l'une retrace l'histoire des faits comptables d'une organisation et l'autre analyse ses coûts. En France, le Plan comptable de 1947 leur consacra respectivement les appellations de comptabilité générale et de comptabilité analytique d'exploitation. En résumé, la comptabilité générale recense, mesure et enregistre toutes les modifications qui touchent le patrimoine d'une entité. Elle établit à son sujet des informations normalisées, valorisées et chronologiques sur les flux financiers, économiques et juridiques qui l'ont affectée. Ces éléments permettent de calculer périodiquement sa solvabilité, sa rentabilité et enfin sa valeur. La comptabilité analytique utilise des données fournies par la comptabilité générale et les traite d'une manière différente ; elle met en avant les composantes du coût des produits créés par une unité de production et permet ainsi de connaître la rentabilité de chacun de ses centres de profit. Elle explique comment des ressources matérielles et humaines ont été consommées ou employées pour créer des richesses. La comptabilité analytique d'exploitation est progressivement passée du stade d'outil informationnel à celui d'outil décisionnel, son appellation a évolué en conséquence pour devenir « comptabilité de gestion ». Effectivement, elle est :

Un instrument au service de personnes qui doivent s'engager sur des résultats, et parfois choisir ou proposer les résultats à atteindre¹.

2

Dans toute activité commerciale, la connaissance des coûts de revient d'un produit est indispensable pour au moins trois raisons :

- 3 – savoir s'ils sont compatibles avec les facultés économiques des acquéreurs ou des consommateurs potentiels,
- 4 – pouvoir les comparer avec la concurrence,

- 5 – définir des marges.
- 6 Exprimés en de tels termes, ces trois objectifs peuvent paraître anachroniques en songeant à l'Antiquité romaine, pourtant leur aboutissement arithmétique ne l'est pas. Il se résume à calculer ce que rapporte un capital monétaire investi dans une activité à caractère commercial ; cette préoccupation ne fut jamais étrangère aux Romains. Les agronomes latins n'ont eu de cesse de spéculer sur l'intérêt financier à pratiquer l'agriculture². Au-delà d'une simple mentalité économique, leurs propos contiennent de véritables raisonnements arithmétiques et comptables, mais il faut admettre la difficulté à maîtriser toutes les nuances lexicales quand sont employés des mots techniques comme *reditus*, *fructus*, *emolumentum* ou *compendium*.
- 7 Contrairement à la comptabilité générale dont la première formalisation connue date de 1494³, la comptabilité analytique a été développée en Europe à partir de la Révolution industrielle. Pour apprécier la capacité des Romains à gérer leurs activités agricoles, il paraît opportun de comparer leur comptabilité agricole à celle pratiquée en France à l'aube de la Révolution industrielle pour calculer des prix de revient et définir des rentabilités. La documentation disponible permet de tenter cette analyse en prenant, dans les sources latines, les écrits de Columelle, Varron, Palladius et Pliny l'Ancien, et en retenant, dans la littérature technique française, des œuvres de Louis-François-Guillaume de Cazaux⁴ et de François-Joseph Rey de Planazu⁵. La recherche consiste désormais à voir comment chacun de ces groupes de personnes pouvait connaître un coût, produit par produit (cf. chap. I), et avoir une vision globale d'un patrimoine en tout ou partie productif (cf. chap. II).

La recherche des coûts

- 8 Le calcul de Columelle a suscité de nombreux commentaires⁶, il n'est donc point question d'en faire ici un autre en voulant estimer sa fiabilité ou sa cohérence par rapport à la réalité économique du I^{er} siècle ap.J.-C. L'analyse et la démarche comptables de cet agronome méritent d'être comparées à celles de Cazaux, développées dans ses travaux publiés en 1824, à un moment où la Révolution industrielle commençait à se manifester en France, sans encore avoir atteint l'agriculture. Cet auteur, souvent considéré comme un pionnier de la microéconomie, domaine où les Français furent précurseurs⁷, a établi un calcul sur la rentabilité de la vigne⁸, à l'instar de Columelle dix-sept siècles auparavant⁹. Leurs raisonnements sont parallèles mais ne prennent pas en considération les mêmes éléments. Rien, toutefois, ne justifie de dire pour le moment si l'un était plus précis que l'autre. Pour porter une appréciation, il faut déterminer l'objectif de chacun de ces auteurs (A) et comparer leur degré d'exigence dans la précision des calculs (B).

L'objectif des calculs

- 9 Pour les agronomes latins, il était courant de quantifier les ressources prévisionnelles d'une exploitation agricole. Palladius, par exemple, estimait que le montant des gros travaux qu'un *dominus* pouvait engager sur un domaine n'était pas supérieur au revenu biennal de cette exploitation (*biennii pensio*)¹⁰. Les auteurs antiques intégraient dans leur calcul des éléments chiffrés comme le coût de la main d'œuvre¹¹ et celui du matériel¹², mais aussi des appréciations qualitatives telle la nature du sol¹³. La prise en considération de ce dernier paramètre rendait impossible la définition d'un coût d'unité d'œuvre

standard, fait dont Palladius était pleinement conscient. Deux réflexions méritent d'être citées.

Pline l'Ancien H.N. XVIII,73,300	<i>Ritus diuersos magnitudo facit messium et caritas operarum.</i>	La diversité des méthodes en usage pour la moisson s'explique par l'étendue des cultures et les prix de la main-d'œuvre ¹⁴ .
Palladius I, 6, 3	<i>Operarum ratio unum modum tenere non potest in tanta diuersitate terrarum.</i>	La durée des travaux ne peut pas être calculée une fois pour toute, tant il y a de variétés de terres ¹⁵ .

- 10 Cazaux s'est proposé de formaliser une méthode de calcul des coûts agricoles, appliquant en cela la remarque d'Élie-Victor-Benjamin Crud, un agronome qui lui était légèrement antérieur :

Je conçois à peine qu'on ose s'engager, sans comptabilité, dans une grande exploitation agricole¹⁶.

11

Tous ces hommes, anciens et modernes, avaient des préoccupations comptables voisines. La confrontation de leur traitement des informations dont ils disposaient, est susceptible de mettre en relief la divergence ou la coïncidence de leurs objectifs.

Éléments de calcul retenus par les auteurs	Auteurs	
	Columelle	Cazaux
Production prévisionnelle	oui	non
Prix de vente prévisionnel unitaire	oui	non
Chiffre d'affaires prévisionnel	oui	non
Prix d'achat d'un terrain	oui	oui
Prix d'achat du matériel et des plants	oui	oui
Coût des travaux et de la main d'œuvre	oui	oui
Amortissement des travaux	non	oui
Loyer de l'argent ou rentabilité agricole	oui	oui

- 12 À partir du tableau de cette page, il est facile de constater que quatre points séparent les auteurs. Cette différence, en ce qui concerne les trois premiers points, ne discrédite

aucun de ces hommes ; en empruntant des chemins distincts, ils parviennent au même degré de réflexion.

- 13 Columelle cherche à démontrer que la viticulture est une activité qui rapporte de l'argent. Pour les besoins de sa démonstration, il établit un calcul. Celui-ci est simple : pour une surface cultivée donnée, il envisage un certain volume de production et un prix de vente unitaire, puis il en tire un chiffre d'affaires prévisionnel. De ce total, il déduit d'abord le montant de toutes les dépenses (sans distinguer investissements et charges d'exploitation), et il retrace ensuite le montant des intérêts qu'aurait produits cette somme si elle avait été placée pendant toute la durée qui précède la première récolte (6 % par an)¹⁷. Une fois le temps de retour de l'investissement écoulé (ici, quand le chiffre d'affaires est égal à toutes les dépenses préalables), tout le chiffre d'affaires ultérieur est assimilé à un bénéfice net, et Columelle peut établir un taux de rentabilité. Columelle se sert de son expérience ou de celle d'autres viticulteurs¹⁸ pour définir les hypothèses de son calcul, volume et prix des ventes.
- 14 Cazaux ne procède pas de la même manière, il se sert des constatations comptables qu'il a déjà faites sur son domaine en 1821, à savoir que ses terres lui ont rapporté 5 % de leur valeur¹⁹. Son objectif est de voir apparaître dans sa comptabilité le moment où est atteint ce seuil de rentabilité en mettant en exploitation une nouvelle parcelle. Aussi lui est-il nécessaire de connaître à tout moment la valeur de sa terre. Pour y parvenir, comme Columelle, il calcule toutes les dépenses (en distinguant toutefois investissements et charges d'exploitation), et il considère que celles-ci ne font qu'augmenter en permanence la valeur de la terre en la bonifiant²⁰. Une fois les premières récoltes survenues, un équilibre doit être atteint entre d'une part les bénéfices commerciaux nets réalisés et, d'autre part, le total de toutes les dépenses engagées, mais majorées du montant des intérêts que des terres de valeur égale à ces dépenses auraient rapportés pendant ce temps (5 % par an). Ce chiffre donne alors la valeur de la terre, et, désormais, chaque récolte doit rapporter au moins 5 % de cette somme actualisée en fonction des charges supportées pendant chaque exercice.
- 15 Dans sa comptabilité analytique, Columelle a cherché à démontrer que la culture de la vigne pouvait avoir un rapport supérieur à 6 %, taux qui était alors celui du loyer de l'argent, tandis que Cazaux a bâti sa comptabilité pour identifier le moment où le taux de rentabilité de 5 % était atteint, à une époque où celui de l'argent était de 4 %²¹. Si ces taux de rendement n'étaient pas atteints, les deux auteurs ont alors tiré des conséquences. Pour le Romain, il faut arracher les vignes²². Pour le Français, la spéculation a été mauvaise, mais il ne dit rien sur un éventuel arrachage²³. Ce type de comptabilité s'apparente à un outil de décision : au minimum, elle permet d'apprécier et de quantifier une spéculation, et, à l'extrême, elle peut conduire jusqu'au changement d'activité. Dans les deux cas, même si les méthodes sont différentes, leur objectif est identique, seules des nuances dans la finesse des calculs peut en faire préférer une.

La précision des calculs

- 16 La principale distinction qui sépare ces deux auteurs, est la volonté ou le refus d'étaler des charges dans le temps. Seul Cazaux en tient compte. Il précise qu'une terre perd chaque année une partie de la valeur des travaux dont elle a bénéficié, car ces travaux subissent une usure irréversible avec le temps et supportent en conséquence une dépréciation. Dans le cas des vignes, par exemple, le défoncement des terres doit être

renouvelé tous les six ans d'après cet auteur²⁴. Si cette opération a accru la valeur de la terre d'une somme égale à son propre coût au moment où elle fut réalisée, cette estimation de la terre diminue néanmoins annuellement d'un sixième du montant de ces travaux, amenés à disparaître linéairement en six ans par l'effet du temps. Faut-il voir pour autant Columelle dans l'erreur en évitant de traiter ce phénomène naturel ? La réponse ne peut être radicale, car il faut prendre en considération les mentalités de chaque époque. Columelle impute en fait sur le premier exercice une charge constatée d'avance, celle de l'acquisition du *uinitor*, le vigneron, qui travaillera un certain nombre d'années. Dès cet achat, le prix de cet esclave fait augmenter d'autant la valeur de la terre à laquelle il sera attaché. Cazaux ajoute à la valeur de la terre le coût salarial de la main-d'œuvre qui y travaille tout en ôtant la valeur de l'usure causée par le temps à ces améliorations. Dans ce dernier schéma, améliorations et dépréciations s'équilibrent sur le long terme en se répétant alternativement. Plutôt que d'entrer dans ces cycles arithmétiques, Columelle n'enregistre qu'une seule écriture comptable en portant en compte le prix d'achat du *uinitor*, mais il en tire les conséquences financières en simulant les intérêts qu'aurait rapportés la somme investie dans l'achat de cet esclave qualifié. Finalement, les deux approches sont équivalentes. Le Français connaît la valeur comptable précise d'une terre à un instant donné en fonction de son état, le Romain la connaît indépendamment de son état car il a déjà prépayé les travaux de remise en état en ayant préalablement acquis le personnel chargé de les réaliser. Il n'y a aucune maladresse chez Columelle, son raisonnement est conforme au schéma social romain construit sur l'esclavage, le savoir-faire d'un esclave destiné à une terre augmente le prix de celle-ci, et tout ce que produira l'esclave appartiendra à son maître. Cazaux est en phase chronologique avec la production de la richesse à un instant donné, tandis que Columelle ne l'est pas. Mais sur une longue période, les calculs cumulés des deux auteurs se rejoignent.

- 17 La plupart des reproches généralement faits à Columelle pourraient être émis à l'encontre de Cazaux. Par exemple, Columelle ne prend pas en compte les frais indirects causés par l'exploitation d'une nouvelle terre (matériel lourd) et la présence du *uinitor* (nourriture, hébergement, soins...). Le Français non plus ne prend pas en compte ces frais indirects. La position des deux auteurs est entièrement justifiée, car dans les deux cas il ne s'agit pas de la création d'une exploitation mais de l'accroissement de ses activités, d'une extension de la surface cultivée. Le domaine possède déjà les infrastructures indispensables à son bon fonctionnement. En ce qui concerne Cazaux, ce point de vue apparaît à la lecture de son analyse comptable, car il traite à part tout le matériel qui sera utilisé dans toutes les parcelles du domaine, tout comme il tient à part la comptabilité du château et de tous les services communs²⁵. Columelle faisait aussi cette distinction dans l'organisation du domaine constitué de la *pars urbana* (le château), la *pars rustica* (les habitations des esclaves et les services communs) et la *pars fructuaria* (les bâtiments d'exploitation)²⁶. Il faut retenir de cet agronome les conclusions que René Martin a portées à son égard en le considérant comme « Le théoricien de la grande exploitation »²⁷.
- 18 Dans ce cas, le grand domaine dispose déjà des services communs nécessaires à la bonne exploitation de la nouvelle parcelle (logement pour l'esclave dans les *cellae seruorum* existantes, productions vivrières, médecin...) ²⁸. L'incidence financière de l'extension d'un grand domaine, par acquisition ou mise en culture d'un nouvel espace, quand un seul ou quelques esclaves sont utilisés, est insignifiante une fois ramenée à l'ensemble des charges fixes totales.

La perception globale d'un patrimoine

- 19 En 1786, l'agronome François-Joseph Rey de Planazu a rédigé un traité d'administration et de comptabilité agricole²⁹ qu'il dédia au Duc de Béthune Chârost, pair de France³⁰. L'auteur présente son document comme une procédure particulièrement fonctionnelle pour un riche propriétaire terrien. Son travail prend la forme de vingt-six articles qui reproduisent l'état d'un domaine, la terre de Beaumont. Les treize premiers articles ont un caractère descriptif, et les treize autres ont un contenu comptable. Cette présentation n'est pas vraiment une innovation, car elle présente plus d'une analogie avec certains documents fiscaux romains (A) et avec de nombreuses recommandations faites par les agronomes latins (B).

Le contenu des domaines et leur production

- 20 Rey de Planazu a établi un tableau pour chaque unité économique de la terre de Beaumont (château, domaines, locateries, moulins, étangs, tuileries, carrières, bois...). En utilisant un modèle répétitif fait de colonnes de largeur variable, il donne les éléments constitutifs de ces unités. Dans celui du domaine des Bordes³¹, il y a trois grandes catégories, les hommes, les terres et les animaux. L'agronome énumère dans la première colonne le nom des habitants, dans la seconde leurs qualités et emploi, puis dans la troisième, plus étroite, leur âge. L'auteur passe ensuite aux biens. Dans la quatrième colonne, également étroite, il y a des numéros d'enregistrement. Au regard de chacun d'eux, il a écrit dans la cinquième colonne le nom des biens, regroupés par nature (champs, prés, vignes, jardins, pacages et terres incultes), dont sont indiquées les surfaces dans l'étroite sixième colonne. Les septième et huitième colonnes précisent, pour chacune des terres, les récoltes de l'année précédente (nature et quantité) et les emblavements de l'année en cours. Viennent ensuite huit colonnes étroites consacrées à huit espèces d'arbres fruitiers dont sont notées les quantités plantées sur chaque parcelle. Les quatre dernières colonnes qui suivent, retracent les mouvements du cheptel, sous forme d'un inventaire valorisé, mentionnant les achats, les ventes et les pertes. Un cadre est également prévu pour y porter d'éventuelles observations. Pour les autres unités de la terre de Beaumont, la même présentation a été conservée et exploitée³², le cas échéant adaptée à des spécificités techniques (moulin, four à chaux, pêche³³, etc.). Toutes ces données sont ensuite centralisées en un seul tableau récapitulatif³⁴. Sa première colonne est la liste des domaines de la terre de Beaumont, et, en face de leurs noms, d'autres colonnes résument leurs tableaux respectifs. De tels tableaux facilitent la tâche de celui qui suit ou contrôle l'état d'un patrimoine, mais leurs contenus présentent peu d'originalité par rapport aux usages antiques.
- 21 Les sources juridiques romaines ont laissé un document de comparaison, la *forma censualis* rapportée par Ulpien. Ce texte définit toutes les informations qu'un propriétaire terrien devait fournir à l'administration impériale lors de la déclaration censitaire.

Ulpien (*Dig.*, L, XV, 4)

<p>(Pr.) <i>Forma censuali cauetur, ut agri sic in censum referantur. Nomen fundi cuiusque : et in qua ciuitate et in quo pago sit : et quos duos uicinos proximos habeat. Et aruum, quod in decem annos proximos satum erit, quot iugerum sit : uinea quot uites habeat : oliuae quot iugerum, et quot arbores habeat : pratum, quod intra decem annos proximos sectum erit, quot iugerum : pascua, quot iugerum esse uideantur ; item siluae caeduae. Omnia ipse, qui defert, aestimet. (1) [...] Quod si exciderit arbores uel uites, nihilo minus eum numerum profiteri iubetur, qui fuit census tempore, nisi causam excidendi censori probauerit. (2) Is uero qui agrum in alia ciuitate habet, in ea ciuitate profiteri debet, in qua ager est [...] (5) In seruis deferendis obseruandum est ut et nationes eorum et aetates et officia et artificia specialiter deferantur. (6) Lacus quoque piscatorios, et portus, in censum dominus debet deferre. (7) Salinae si quae sunt in praediis, et ipsae in censum deferendae sunt. (8) Si quis inquilinum uel colonum non fuerit professus, uinculis censualibus tenetur.</i></p>	<p>(Intro.) Il faut veiller à la déclaration des biens pour que les champs soient enrôlés au cens comme suit. Nom de chaque fonds, cité et bourg où il se trouve, identité des deux voisins les plus proches ; surface et production des dix dernières années ; quantité de vignes ; quantité d'oliviers et surface correspondante ; les prairies, surfaces et production des dix dernières années ; les pâturages, leurs surfaces ; de même pour les bois taillis. Les estimations sont établies par le déclarant lui-même. (1) [...] Mais s'il a coupé des vignes ou des arbres, il reste assujetti à sa déclaration initiale à défaut de prouver au censeur le bien fondé des arrachages. (2) Quant à celui qui possède une terre dans une autre cité, il doit en faire déclaration dans cette cité [...] (5) Il faut veiller à ce que la déclaration des esclaves comporte en particulier leur nationalité, leur âge, leur utilisation et leur qualification. (6) Le propriétaire d'étangs ou de réservoirs destinés à la pêche doit les déclarer au cens. (7) Les salines qui se trouvent sur des domaines doivent être déclarées au cens. (8) Celui qui n'aura pas déclaré ses locataires ou fermiers, sera tenu en vertu de ses obligations fiscales.</p>
---	--

- 22 En dehors de tout son intérêt fiscal, ce passage présente de frappantes similitudes tant avec la nature des treize premiers articles de l'état de la terre de Beaumont rédigé par Rey de Planazu qu'avec leur contenu.
- 23 Un tableau comparatif peut être à nouveau dressé pour montrer les éléments pris en considération dans les deux documents, français et latin, et les détails topiques chaque fois retenus.

Éléments descriptifs retenus par les auteurs	Auteurs	
	Rey de Planazu	Ulpian
Les personnes	oui	oui
Nombre	oui	oui
Âge	oui	oui
Qualité	oui	oui

Les terres	oui	oui
Nature	oui	oui
Situation	oui	oui
Surface	oui	oui
Récoltes	oui	oui
Les bois	oui	oui
Surface	oui	oui
Quantité	oui	oui
Les vignes	oui	oui
Surface	oui	oui
Quantité	oui	oui
Les arbres	oui	oui
Essence	oui	oui
Quantité	oui	oui
Étangs	oui	oui
Carrières, salines, moulins...	oui	oui
Les terres en location	oui	oui
Cheptel	oui	non

- 24 Rey de Planazu a utilisé dans ses tableaux des éléments comptables identiques à ceux que l'administration romaine demandait à un propriétaire de lui communiquer. Ulpien a pris soin de préciser que la charge de faire les relevés incombait au propriétaire et non pas à l'agent du fisc dont le rôle se limitait à les enregistrer. En conséquence, le modèle de document de comptabilité agricole que Rey de Planazu dédia en 1786 au descendant du frère de Sully, aurait pu, en grande partie, être établi par tout aristocrate foncier romain qui, au moins au temps d'Ulpien, était contraint d'en fournir au fisc les mêmes éléments constitutifs ! Il existe néanmoins quelques nuances.
- 25 Parmi les biens mentionnés dans les tableaux de l'agronome français, il y a un exposé du bétail, y compris son croît ou son décroissement, accompagné des raisons qui le justifient. Dans les textes fiscaux latins, le cheptel animalier n'apparaît pas, alors que le cheptel servile fait l'objet d'une déclaration tout comme son croît naturel³⁵. Même si les agronomes latins faisaient une distinction entre élevage et agriculture³⁶, il est difficile de comprendre pourquoi, d'un point de vue fiscal, le bétail n'est pas porté dans le titre du *Digeste* consacré au cens³⁷, soit pour faire partie de son assiette, soit pour en être écarté. Les autres différences résultent de spécificités de la société française avant l'abolition des privilèges et des droits féodaux (dîmes, droits seigneuriaux, lods, cens et rentes)³⁸.

Les recommandations des agronomes latins

- 26 Si, d'un côté, le contenu des tableaux préconisés par Rey de Planazu ne présente aucune originalité par rapport aux performances comptables des Romains, d'un autre côté, les conseils des agronomes latins semblent encore garder toute leur autorité au XVIII^e siècle. L'article 23 de l'état de la terre de Beaumont est intitulé *Inventaire général des denrées commercables et de consommation pour le service de la terre en 1786, avec son évaluation en argent, et l'état actuel de la caisse et des dettes actives et passives*. Tout gestionnaire réclamerait un tel document pour tirer les soldes de fin d'exercice. Cette démarche n'est pas une innovation, Caton l'empruntait déjà dans son énumération des tâches qu'un *paterfamilias* devait accomplir en inspectant un de ses domaines.

Caton (Agr., II, 5)	
<i>Rationes putare argentariam, frumentariam, pabuli causa quae parata sunt, rationem uinariam, oleariam, quid venierit, quid exactum siet, quid reliquum siet, quid siet quod ueneat, quae satis accipiunda, satis accipiantur.</i>	Apurer les comptes d'argent, de blé, de ce qui a été préparé comme fourrage ; les comptes de vin, d'huile, de ce qui a été vendu, de ce qui a été recouvré, de ce qui reste à recouvrer, de ce qu'il y a à vendre ; que les garanties à recevoir soient reçues.

- 27 Ce type de comptabilité répond à plusieurs besoins, le contrôle, l'explication et les prévisions. Chez les Romains, la gestion des domaines était déléguée à des esclaves qui étaient contraints de faire régulièrement une reddition de comptes auprès de leur maître³⁹. Au bas de l'article 18 du dossier bâti par Rey de Planazu, il y a une case baptisée *Solution générale* ; il s'agit en fait de la balance générale des comptes. Elle contient à gauche les produits généraux et à droite la somme des frais, dont les dépenses générales et les dépenses d'administration. Il est alors facile de calculer le produit net de la terre de Beaumont et de vérifier l'exactitude de la balance des comptes. Cette procédure est voisine de celle décrite en détail par Callistrate⁴⁰ et dont l'esprit se trouve aussi sous le stylet de Columelle quand il explique que l'intendant ne doit se livrer à aucune activité commerciale ou financière.

Columelle (<i>De re rustica</i> , I, 8, 13)	
<i>Haec enim negotiatio curam uillici auocat nec umquam patitur eum cum rationibus domini paria facere; sed ubi numeratio exigetur, rem pro nummis ostendit.</i>	En effet, cette activité détournerait sa fonction d'intendant et ne lui permettrait pas de faire la balance des comptes de son maître ; et quand un comptage d'argent serait exigé de lui, il montrerait une marchandise à la place de liquidités.

- 28 Chez l'auteur français, les tableaux expliquent pourquoi des dépenses ont été engagées et comment l'argent a été dépensé. Cette procédure était également courante dans l'organisation comptable des Romains. Il s'agit de la première étape du calcul de Callistrate où il faut commencer par faire un examen des documents (*legendas offerre*

rationes). Le parallèle s'établit à nouveau avec l'article 26 du traité de Rey de Planazu baptisé *Copie des quittances et reçus donnés par ordre numérique*.

- 29 Pour les auteurs latins, l'essentiel était de rester dans la mesure de ses facultés. Pour y parvenir, des comptes étaient nécessaires, ils étaient prévisionnels ou bien de consolidation. Pour Varron, Columelle et Palladius, le calcul prévisionnel semble avoir prévalu dans leurs raisonnements⁴¹ où, chaque fois, des résultats prévisionnels devançant l'action. D'après Pline l'Ancien, Caton estimait que dans un premier temps le domaine devait être planté et que seulement par la suite les constructions pouvaient être entreprises ; l'action suivait les résultats comptables⁴². Les documents des XVIII^e et XIX^e siècles qui viennent d'être évoqués n'apportent aucune autre information qui aurait pu améliorer la pertinence des comptabilités agricoles romaines, telles qu'elles étaient bâties, sur un mode esclavagiste. Le problème n'est plus d'ordre comptable et procède uniquement des mentalités. Pour s'en convaincre, il suffit de citer les propos signalés par Benjamin Franklin et que tint, peu avant 1687, Sidi Mehemet Ibrahim, membre du divan d'Alger.

Si nous renonçons à les rendre esclaves, qui est-ce qui cultivera la terre dans nos brûlants climats ? Qui est-ce qui fera les travaux les plus communs dans les villes ? Qui est-ce qui nous servira dans nos maisons ? Ne serons-nous pas alors nos propres esclaves⁴³ ?

- 30 Les comptes élaborés par les Romains étaient fondés sur les usages d'une société esclavagiste, où l'esclave n'est qu'un bien réel, rattaché à l'*instrumentum uocale*⁴⁴, au matériel doté de la parole. Même si Columelle a affecté en totalité le coût d'acquisition d'un esclave au calcul du temps de retour d'un investissement, la rédaction de la *forma censualis* montre que les actifs de son maître étaient aussitôt augmentés de cette valeur aussi longtemps que l'esclave restait sa propriété ou en vie. Dans la mesure où il y avait continuité de l'exploitation, vouloir imputer sur plusieurs récoltes le prix de l'esclave ne servait à rien. La fiscalité romaine était totalement indifférente à un étalement des charges, et le propriétaire associait le prix de sa terre et celui de l'esclave qui l'exploitait ; de surcroît, les deux venaient augmenter la valeur de son patrimoine. En ignorant l'amortissement de l'esclave, les Romains faisaient en fait preuve de prudence comptable, car rien ne leur permettait d'estimer sa durée d'utilisation. Il existe, il est vrai, un manque de précision uniquement sur les charges indirectes générées par la possession de chaque esclave productif, mais elles ont pu être vraiment faibles au point d'être absorbées par le coût global de fonctionnement d'un domaine, tant elles étaient réduites à un minimum vital⁴⁵. La comptabilité garantissait aux Romains de solides bases de raisonnement et un outil d'aide à la décision. En intégrant le paramètre de l'esclavage, il est difficile de fournir des calculs plus fins. L'absence de différence fondamentale entre la comptabilité analytique romaine et celle tenue en France à la veille de la Révolution industrielle remet sérieusement en question les positions primitivistes qui réduisent le potentiel comptable romain à une pensée rudimentaire⁴⁶. Les Romains avaient développé une comptabilité analytique en parfaite cohérence avec leurs besoins et conforme à leur mentalité. Les initiateurs de la comptabilité analytique contemporaine n'ont fait qu'adapter les raisonnements des Romains aux nouvelles structures sociales et à leurs mentalités.

NOTES

1. Henri Bouquin, *La comptabilité de gestion*, Paris, Dalloz-Sirey, 1997, mise à jour utilisée, 2003, p. 6.
2. Varron, *Res rusticae*, I, 2, 3 ; Columelle, *De re rustica*, I, 1, 1 ; Palladius, I, 1, 2.
3. Luca Pacioli, *Summa de arithmetica, geometria, proportioni et proportionalita*, Venise, 1494 ; plus précisément *Distinctio nona, tractatus XI particularis de computis et scripturis*.
4. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *De la comptabilité dans une entreprise industrielle et spécialement dans une exploitation rurale*, Toulouse, 1824. Né en 1785 à Lasseube (Gers), Cazaux, ancien capitaine commandant au régiment d'artillerie à pied de la Garde royale, publia entre 1818 et 1838 un certain nombre d'ouvrages historiques, d'essais d'économie politique et de traités techniques sur les poudres.
5. François-Joseph Rey de Planazu, *Tableau annuel de la régie, administration et comptabilité des revenus d'une terre, où l'on voit d'un seul coup d'œil, sans être sur le lieux, les produits de toutes les parties d'une terre, quelque considérable qu'elle soit*, Troyes, 1786. Rey de Planazu (mort avant mars 1787) fut membre de la Société physique et économique de Zurich. Il est l'auteur d'ouvrages sur l'agriculture et l'économie rurale.
6. Voir la liste établie par André Tchernia, *Le vin de l'Italie romaine*, École française de Rome, 1986, p. 212, notes 40 et 41.
7. Robert B. Ekelund Jr., Robert F. Herbert, *Secret Origins of Modern Microeconomics*, Chicago, 1999, p. XI « La microéconomie, telle que nous l'entendons aujourd'hui, fut tout d'abord et en premier plan développée par des ingénieurs plutôt que par des économistes, et ses origines furent plutôt françaises que britanniques » (« Microeconomics as we now know it was developed first and foremost by engineers rather than economists, and that its origins were French rather than British »).
8. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *op. cit.*, p. 22-24.
9. Columelle, *op. cit.*, III, 3.
10. Palladius, I, 8, 1.
11. Varron, *op. cit.*, I, 16, 4.
12. Columelle, *op. cit.*, III, 3, 5 ; Palladius, I, 5, 3 ; Varron, *op. cit.*, I, 22, 6.
13. Columelle, *op. cit.*, II, 2, 5 ; Virgile, *Géorgiques*, II, v. 203-205.
14. Trad. Henri Le Bonniec, *Collection des universités de France*, Paris, 1972.
15. Trad. René Martin, *Collection des universités de France*, Paris, 1976.
16. Élie-Victor-Benjamin Crud, *Économie de l'agriculture*, Paris, Béthune et Plon, 1820. Le baron Crud a vécu de 1763 à 1840.
17. Columelle, *op. cit.*, III, 3, 8-9.
18. *Ibid.* I, I, 12-15.
19. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *op. cit.*, p. 18.
20. *Ibid.*, p. 19.
21. *Ibid.* p. 18, note 1.
22. Columelle, *op. cit.*, III, 3, 11.
23. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *op. cit.*, p. 24.
24. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *op. cit.*, p. 19, note 1.
25. Louis-François-Guillaume de Cazaux, *op. cit.*, p. 26-28.
26. Columelle, *op. cit.*, I, 6, 1.
27. René Martin, *Recherches sur les agronomes latins*, Paris, 1971, p. 356.

28. Varron, *op. cit.* I, 16, 4.
 29. François-Joseph Rey de Planazu, *op. cit.*, voir *supra* note 5.
 30. Le plus illustre membre de cette famille est le célèbre ministre d'Henri IV, Maximilien de Béthune, duc de Sully.
 31. François-Joseph Rey de Planazu, *op. cit.*, art. 2.
 32. *Ibid.*, art.1 - *Château et Cour*, art.3 - *Domaine de Lesancy*.
 33. *Ibid.*, respectivement art. 6 , art. 9, art. 11.
 34. *Ibid.*, art. 18.
 35. *Digeste*, L, 15, 4, 9.
 36. Varron, *op. cit.*, I, 2, 12-13.
 37. *De censibus* (L, 15).
 38. François-Joseph Rey de Planazu, *op. cit.*, art. 14 à 17.
 39. Gérard Minaud, *La comptabilité à Rome*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires de Lausanne, 2005, § 508 à 519.
 40. *Digeste*, XXXV, 1, 82
 41. Varron, *op. cit.*, I, 11, 1 ; Columelle, *op. cit.*, I, 4, 7 ; Palladius I, 8, 1.
 42. Pline l'Ancien, *H. N.*, XVIII, 6, 31.
 43. Benjamin Franklin, *La traite des nègres*, 1790. Édition consultée : *Œuvres morales et littéraires de Benjamin Franklin*, Paris, François Buisson, 1841, p. 316.
 44. Varron, *op. cit.*, I, 17, 1.
 45. Caton, *op. cit.*, I, 56 ; I, 58. I, 59.
 46. Moses I. Finley, *L'économie antique*, Paris, Édition de Minuit, 1992 (Cambridge, 1973) p.18.
-

AUTEUR

GÉRARD MINAUD

Université Paul Cézanne/Aix-Marseille-III